
Dialoguer, pour quoi se dire?

A l'Honorable Vital Kamerhe, Président de l'UNC,

Cc : — Au peuple Congolais,
— **A Son Excellence Monsieur le Président de la RDC, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo**
— **Au Premier Ministre de la RDC,**
— **A l'Honorable Président du Sénat de la RDC,**
— **A l'Honorable Président de l'Assemblée Nationale de la RDC,**
— **Aux Honorables députés nationaux (Tous),**
— **Aux Honorables sénateurs (Tous),**
— **A leurs Excellences les Gouverneurs des Provinces (Tous),**
— **Aux Honorables députés provinciaux (Tous),**
— **Aux Autorités militaires de la RDC (Tous),**
— **Aux chefs des partis politiques (Tous),**
— **Aux organisations de la Société civiles congolaises (Toutes),**
— **Aux Médias congolais (Tous).**

Que nos patriotiques salutations et vœux de positif engagement au service de notre peuple vous parviennent.

Nous sommes *Généralions Unies*, un *Mouvement Politique* créé à Bukavu par des jeunes congolais le 17 janvier 2021 et dont la mission principale est d'éclairer et porter à leur maturité la *conscience nationale et civilisationnelle* de notre peuple et des africains. C'est dans l'exercice de cette mission que nous venons auprès de vous par la présente.

Contexte : une guerre éternelle contre le Congo-Zaïre [1]

La milice ougandaise ADF viole, brûle, découpe les corps des Congolais, éventre et décapite par des formules dont elle seule a le secret et qui ne correspondent pas aux procédés connus de se faire la guerre avant 1995 au Congo. Pendant ce temps CODECO et plusieurs autres milices attaquent les déplacés même dans les camps de réfugiés, de sorte que l'on se demande si l'objectif de la guerre que subit notre peuple est juste celle d'acquérir le contrôle des mines et autres richesses, ou si elle est définitivement une guerre d'extermination douce et progressive et de remplacement des populations.

En même temps, cela fait aujourd'hui plus de 116 jours que la cité de Bunagana au Nord-Kivu est sous le contrôle du *Mouvement du 23 mars* (M23). Cette occupation illégale de notre pays est de fait une agression traîtresse rwandaise et ougandaise. L'objectif du M23 est connu : obtenir un dialogue. Ses revendications sont elles aussi connues. Elles sont dans la veine de la guerre commencée en 1996 contre le Congo-Zaïre, guerre que nous divisons en quatre phases, toutes étant liées et ayant pour responsables les mêmes criminels étrangers et internes, ou leurs rejets.



La première phase est celle du génocide des réfugiés Hutu au Congo-Zaïre et de la planification de l'agression, du pillage et de la balkanisation du pays par l'Ouganda et le Rwanda soutenus par les anglo-saxons.

La deuxième phase est celle de l'exécution militaire directe du plan. Cette phase a été réalisée d'abord par l'armée rwandaise elle-même. Puis elle a été maquillée par l'AFDL, que les médias et la communauté dite internationale ont cyniquement appelé *rébellion congolaise* alors qu'elle était une agression étrangère. C'est la phase de la première et de la deuxième guerres du Congo. Cette phase a vu naître le RCD (rwandais) et le MLC (ougandais), quand Laurent Kabila a changé d'approche à l'égard de ses maîtres (Kigali, Kampala, et anglo-saxons). Résultats : appauvrissement volontaire et programmé des peuples, plusieurs millions des morts, pillages, mis à sac du pays, *instauration de l'économie de guerre*.

La troisième phase est celle diplomatique et des multiples dialogues. Cette phase a vu être signés plusieurs accords : *Accords de Lusaka, Accords de Pretoria, Sun City, ...* L'accord de Lusaka, signé le 2 juillet 1999, posa les bases de tout ce qui allait suivre comme stratégie d'agression du Congo-Zaïre par l'axe du mal Kigali-Kampala.

Enfin, la quatrième phase, toujours en cours, est celle de la guerre par procuration infiniment brouillée dans le contexte d'un pays au tissu social, économique et politique mis à sac. En effet, terminée dans sa phase chaude en 2003, la guerre contre le Congo-Zaïre est en réalité toujours en cours. Elle se poursuit sous un autre visage, que Emizet F. Kisangani, dans son article «Conflit en République démocratique du Congo : une mosaïque de groupes insurgés», résume : «*Le conflit congolais a créé une nouvelle idée de prédation dans laquelle piller les ressources d'un voisin sans tenter de le conquérir a été jugé acceptable par la communauté internationale*». C'est ainsi que continue la boucherie et le trouble dans lesquels le pillage est facilité, aux dépens du peuple congolais devenu véritable paria de l'humanité.

Ce que nous causent les multiples dialogues et ce que nous ne comprenons pas

Au sujet de l'agression de la RDC, tout ce qui se dit et se fait au niveau international tourne au tour des dialogues. Et le président national de l'UNC a proposé un dialogue. Nous dénonçons ici tout ce que vous, politiciens, faites contre notre volonté comme peuple dans ces dialogues, en lieu et place de vous battre pour notre honneur et notre droit à la vie et à la dignité en reformant le pays de l'intérieur.

1. Les accords nient toujours l'agression criminelle dont le Congo est la victime et aucun accord signé depuis 1999 ne reconnaît les faits "agression", "invasion", "crime de guerre", "crime contre l'humanité", "génocide", et "pillages", ni n'établit les responsabilités. Ils ne connaissent que le mot *conflit*, mot neutre qui place les belligérants sur un pied d'égalité. Et vous faites toujours, politiciens, comme s'il s'agit d'un fait ordinaire. Ce n'est pas être extrémiste que de nommer le loup par son nom, surtout quand ce loup mange vos brebis. A moins que vous soyez des bergers mercenaires. Par ailleurs, il y a une attitude que les pays agressés doivent prendre, mais que vous ne prenez pas. Pourtant, notre peuple ne désire ni des leaders impérialistes, ni des pacifistes jusqu'à la bêtise. Il veut ceux qui sacrifient tout, pour son honneur. Si vous faites un sondage sur nos attentes, vous verrez que dialoguer avec nos bourreaux n'est pas notre volonté. Même parmi ceux qui vous soutiennent, la grande majorité ne veut pas de cette histoire. Êtes-vous patriotes comme Mamadou? Si oui, aurez-vous donc le courage d'oser montrer au monde que nous méritons le respect?

2. Les accords offrent toujours aux Rwandais le prétexte pour continuer leur agression : les Interahamwe. Déjà depuis 1999, Cinq jour avant la signature officielle des *Accords de Lusaka*, Paul Kagame déclara que s'il reste des Interahamwe au Congo, il peut encore faire la guerre pendant des années dans ce



pays [Reuters, Lusaka, Buchizya Mseteka, 02.07.1999]. Des observateurs notèrent aussi que le Rwanda avait pris Israël comme modèle et que les Interahamwe seront donc une justification permanente pour intervenir militairement au Congo comme Israël le fait au Liban [4 Mail and Guardian, Andrew Meldrum, 13.07.1999]. Et ils avaient raison car : près de 25 ans après, le régime de Kagame continue de mettre en avant le même argument, quand il sait qu'il manipule, cachant ses véritables intentions au Congo. Notre peuple veut qu'on arrête de le prendre pour sot.

3. Les accords facilitent la destruction du tissu sécuritaire, en intégrant les criminels dans l'armée régulière. Et ceci constitue comme depuis Lusaka une atteinte à la souveraineté du Congo. Vous laissez toujours de côté le fait que les «rébellions» dures sont des créations des agresseurs. A la table de négociation, les agresseurs (Rwandais et Ougandais) imposent leurs marionnettes comme égaux aux forces armées congolaises. Puis, leurs hommes qui ont massacrés, affamés, plongés dans la misère des millions de Congolais sont introduits comme *cheval de Troie* dans l'armée nationale. Quel soldat patriotique qui s'est donné corps et âme pour la guerre contre l'occupant, qui a vu ses camarades tués, amputés d'une jambe ou d'un bras, pourra accepter une telle humiliation et une pareille menace? Faire entrer dans cette armée des éléments criminels qui ont pratiqué la terreur contre le peuple sous la direction d'officiers rwandais et ougandais, c'est créer les conditions de l'éclatement de l'armée. Et il est probable que le Rwanda et l'Ouganda misent justement sur l'éclatement de l'armée congolaise pour pouvoir réaliser leur plan de l'annexion de fait de l'Est du Congo.

4. Les accords font des petits pas vers la division du pays. Après les deux guerres du Congo, les Rwandais et les Ougandais poussèrent leur marionnettes (RCD et MLC) à avancer des plans pour introduire le fédéralisme et l'autonomie régionale au Congo. Par exemple, Bemba, qui représentait les intérêts ougandais déclara : «Il faut un Etat fédéral où chaque province aura son leader et où l'administration sera décentralisée» [The Times of Zambia, dans NCN, 08.07.1999]. C'était leur tactique pour réaliser progressivement la division du Congo. Vous devez en effet être sans ignorer qu'au Congo, le fédéralisme servira essentiellement à mettre le Kivu sous contrôle rwandais et l'ancienne Province orientale aux mains des Ougandais. On peut aisément voir que les agresseurs voulaient obtenir une *large autonomie de certaines régions* par rapport au gouvernement central comme voie vers la sécession, du point de vue politique. Heureusement, au *dialogue intercongolais*, l'option de la décentralisation fut levée à la place du fédéralisme. Après le RCD et le MLC, le CNDP (fille du RCD) demanda la même chose, et le M23 (fils du CNDP) en a fait un de ses revendications. Nous, populations de l'Est, ne voulons pas tomber définitivement sous l'esclavage économique et politique voulu depuis longtemps, Kinshasa étant pris en otage par des prédateurs qui ne pensent qu'à s'enrichir en laissant sous la main mise des impérialistes malicieux du Rwanda et de l'Ouganda.

Par ailleurs, ayant compris depuis 1998 qu'au Congo il n'y a presque pas de forces qui veulent l'éclatement du pays, les impérialistes ont réalisé qu'ils ne peuvent démanteler et diviser le Congo bantou que par l'aide du Rwanda et de l'Ouganda. Ils ont besoin de ces deux forces militaires et économiques pour continuer à contrôler l'Est du Congo-Zaïre. *Car le Rwanda et l'Ouganda peuvent attirer à eux une partie de la bourgeoisie économique et militaire congolaise qui espère tirer profit de la division du pays.* Seul un Etat vraiment nationaliste et intelligent peut résister aux malices de ces pays.

5. Les accords couronnent des criminels. D'amnistie en amnésie, les dialogues assurent l'éloge du Sang, le couronnement permanent de pires criminels. Pourtant, *sans la Justice, il n'y a pas de paix !* En effet, où est le tribunal sur les crimes commis en RDC? Où est notre *rapport Mapping, un rapport de 1993 à ce jour fait par nous mêmes* et qui réunit clairement toutes les violations du droit à la vie qui sont commises contre notre peuple et qui qualifie les faits et cite les coupables en vue d'un procès? Comment parler de paix sans parler de Justice? Tous ceux qui parlent d'Amnistie oubliant les blessures directes et indirectes de notre peuple, sont des imposteurs et manipulateurs, des complices de nos bourreaux.



6. Les accords garantissent la nationalité aux ennemis du Congo. La *Constitution* de la République Démocratique du Congo reconnaît la nationalité congolaise aux rwandophones qui habitaient le Congo avant 1960. Ils ont même des responsabilités importantes au pays. Et aujourd'hui, la nationalité de ces rwandophones (tutsi et hutu) qui sont congolais de fait et de droit, n'est pas contestée. Ils sont ceux et celles qui, comme tous leurs compatriotes congolais, souffrent et se battent contre la misérable existence que nous menons comme peuple, cherchent et veulent un nouveau Congo démocratiquement et ne prennent pas les armes contre le pays, ses lois et son peuple. Ils ne sont pas au front à Bunagana. La question de minorité ne se pose non plus, il n'y a d'ailleurs pas de tribu majoritaire au Congo. Présenter cet argument comme objet de revendication, est une manipulation abjecte. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la distinction entre d'une part les congolais loyaux au pays et d'autre part les agresseurs et ceux qui les aident.

Visiblement, nous mettre dans des conditions où nous reconnaissons *la nationalité congolaise* à des étrangers de fait et de droit ainsi qu'à des collaborateurs avec des ennemis étrangers fait visiblement partie du plan des pays agresseurs de notre pays. Voulez-vous donc dialoguer une fois encore avec nos ennemis pour leur gratifier des postes dans l'armée et dans l'administration, et répondre à d'autres requêtes de l'interminable agenda de leurs maîtres à Kampala et à Kigali? Ce serait humilié notre peuple et cracher sur nos morts. Ce serait une haute trahison.

7. Les accords instaurent le contrôle militaire des agresseurs sur la RDC. Nous savons que le pays est sous-tutelle internationale. La MONUSCO est incapable de résoudre le problème sécuritaire du pays, mais s'accroche. Nous, population, savons ce qu'elle fait et vise : *l'observation*, des patrouilles, des «*actions humanitaires*», et plus important, le pillage ! ? En même temps, les multiples accords déjà signés ont aggravé cette tutelle internationale, et les longs appels intéressés à l'intégration régionale avec les pays agresseurs, achèvent petit à petit la mise sous-tutelle économique du pays. A quelle demande de plus des agresseurs allez-vous répondre à la table de négociations? Qu'ils installent définitivement leurs armées à côté ou à la place de la MONUSCO pour faire le même travail que la MONUSCO les décennies suivantes? Qu'ils obtiennent des villages entiers et le contrôle de toutes les terres arables et mines *via* ces armées?

8. Les accords entérinent la colonisation économique du pays. Dès votre prise de pouvoir, vous avez engagé le pays vers l'intégration dans l'EAC, quand toute analyse intelligente plaide pour la réserve avant que l'économie nationale soit solide et intégrée. Revolver sous la tempe, le pays cède tout.

*Par exemple, l'Ouganda était depuis longtemps en faveur de la construction d'une autoroute Goma-Beni-Kisangani. George Rubagumya, l'actuel président du conseil d'administration de BPR Bank Rwanda, déclara à la correspondante belge Colette Braeckmann le 12 septembre 1997 au sujet de la dévastation qui se passait dans l'est du Congo-Zaïre et où périssaient hommes, femmes, enfants et tissu économique du pays : "Ce sont les derniers spasmes d'un cheval mortellement blessé". "Ils ne dureront pas, tout redeviendra normal". Confirmant que le Nord-Kivu est en état de guerre, il dit : "Chaque nuit, vous entendez des coups de feu, la route de Sake est bloquée. En juillet, le Masisi a été dévasté et les derniers troupeaux de vaches ont été décimés et mangés. Cette fois, c'est la fin des éleveurs de bétail là-bas". En fait, Rubagumya était à Goma pour créer la "Banque nationale de développement". Il supervisait l'annexion financière de l'est du Congo pour le compte de Kampala et de Kigali. «Le projet d'une route entre Goma et Kisangani vers l'Ouganda permettra de désenclaver la région des Grands Lacs». «Bientôt, nous pourrons circuler librement dans toute la région des Grands Lacs», dit-il alors. Mais, comme le montrait le schéma des assauts militaires contre les civils, cette "libre circulation" ne devrait pas être obtenue par la diplomatie, mais par la guerre et le meurtre des populations indigènes. "Ils essaient de s'emparer de nos terres", déclara un natif du Kivu. [Linda de Hoyos, *The Kigali-Kampala bloodyannexation of east Congo-Zaire, Executive Intelligence Review, Volume 24, Number 43, October 24, 1997*].*



Autre exemple : la centrale en construction à Rwanguba de 13MW a été bombardée le 16 août 2022 par le M23. Peu de temps après, l'ARE a approuvé 10MW du Rwanda par SOCODE. Un complot?

On sait maintenant que détruire le tissu économique dans l'Est de la RDC faisait partie du plan des pays agresseurs pour asphyxier les peuples de l'Est de la RDC et les rendre dépendants d'eux. Près de 25 ans plus tard, vous leur avez accordé ce qu'ils cherchent.

Allez-vous vers la planification économique régionale? Que donnerez-vous de plus au «dialogue»? Tous nos moyens de production?

Ce que nous attendons

Au regard de tout ce qui précède, nous nous posons légitimement les questions de savoir : vous voulez dialoguer, pour quoi se dire? pour quoi faire ensuite? En fait nous ne comprenons pas vraiment ce que vous autres, politiciens de notre pays, voulez.

Nous autres, sommes bien conscient du fait que c'est l'existence même du Congo qui est en jeu depuis 1996. Ceci n'est pas une formule criarde pour semer inutilement la panique. C'est l'âpre réalité. Et au niveau de compréhension où nous en sommes, nous savons déjà que croire et vouloir nous faire croire qu'un nouveau papier à signer ramènera la paix et l'intégrité territoriale au Congo, c'est rêver les yeux ouverts et nous prendre pour des imbéciles.

Puisque tous désirez parler au nom de notre peuple, faites un sondage et vous verrez qu'il désire essentiellement quatre choses.

Premièrement, presque tous sommes convaincus que la paix sera définitivement instaurée au Congo lorsque le pays aura la force de défendre son indépendance et sa souveraineté contre tous ses ennemis. L'argument facile est de dire que ça prendra du temps. Vous êtes au pouvoir depuis bientôt quatre ans et nous avons déjà une idée plus ou moins claire de l'importance que vous accordez à l'éducation, à l'agriculture ainsi qu'à la réforme et l'équipement de notre armée.

Deuxièmement, presque tous pensons que la défense de l'indépendance et de la souveraineté du Congo passe par un impératif : le refus catégorique de toute présence militaire du Rwanda et de l'Ouganda au Congo, où que ce soit et quel qu'en soit le prétexte, tant que des régimes responsables des crimes contre notre peuple seront au pouvoir dans ces pays. Surtout le prétexte mille fois évoqué des *Interahamwe*, plus de 28 ans après 1994. Continuer à travailler avec les mêmes régimes de ces pays sur les questions de *sécurité nationale* est une trahison, pensons-nous en majorité. Vous devez faire la distinction entre les rebelles qui veulent préserver l'unité et la souveraineté du Congo et les proxy étrangers jusqu'au-boutistes. Le critère est simple : le refus de toute présence militaire rwandaise et ougandaise au Congo, quel que soit le prétexte.

Troisièmement, nous pensons en majorité qu'il faut immédiatement accumuler des forces, informer et mobiliser les masses pour qu'elles comprennent les dangers et s'en prennent aux ennemis. Nous voulons donc des chefs, des héros et des vrais leaders, et pas de traîtres, des naïfs pacifistes, des pétainistes du 21e siècle. Nous voulons un effort de guerre général qui commence par la réduction immédiate du train de vie de l'Etat et l'orientation des finances vers la résilience agricole, militaire et vers l'éducation, et non des déclarations ridicules lorsque les finances de l'Etat sont détournées et pillées. Nous voulons des armes et des munitions pour défendre notre patrie, notre droit à la vie, à la liberté et à la dignité. La même armée qui a vaincu en 2013, vaincra alors une fois encore.



Quatrièmement, nous voulons la *Justice*. Ils doivent payer, les coupables d'hier et d'aujourd'hui, morts ou vivants, ceux au pouvoir, étrangers ou infiltrés, traîtres nationaux ou cupides capitalistes, et jamais nous ne devons accepter, que pour des arguments de jurisprudence traîtresse comme on veut nous le faire croire, les monstres, tous les monstres, ne soient pas châtiés. Pour y arriver, nous suggérons une combinaison des poursuites individuelles et de procès collectifs, en poursuivant individuellement ceux qui ont commis et commettent personnellement des crimes spécifiques, et en jugeant collectivement (et passible de mêmes châtiments) ceux qui ont participé de part leur fonction même à ces crimes. Ainsi un militaire, ayant servi dans une rébellion (en collusion avec les étrangers) depuis 1996 où des crimes furent commis serait déclaré coupable, qu'il ait été ou non jugé responsable de mauvais traitements infligés à notre peuple. C'est cela rendre honneur et justice à notre peuple.

Nous vous remercions pour le temps et l'attention accordés à notre réflexion et nous nous déclarons disponibles pour contribuer plus clairement à la quête d'une réponse définitive à la question de la sécurité dans notre pays.

Sentiments patriotiques.

Bukavu, samedi 08 octobre 2022
Génération Unies, Mouvement Politique.

Notes

¹ Vous aurez remarqué que nous nous sommes épargnés de la réserve hypocrite qui caractérise le langage diplomatique et que seuls les politiciens savent comprendre. Nous avons choisi d'être clairs, précis, et de dire les choses tel que nous les voyons, les vivons et les comprenons et non tel que les pêcheurs en eau trouble le veulent. Et ce langage direct a été choisi car c'est le seul que notre peuple qui souffre peut lui comprendre. Veuillez donc excusez notre franchise.

